



Le complexe échiquier asiatique

Volume 10, numéro 8, décembre 2017

Résumé analytique

Après la visite du Président Trump en Asie, quelles sont les dynamiques économiques et commerciales qui ont aujourd'hui un impact significatif sur le leadership de cette région où l'on trouve la plus forte croissance économique au monde. Nous présentons ce mois-ci un portrait des positions des trois principaux acteurs de la région, les États-Unis, la Chine et le Japon pour ensuite dresser celui des partenaires visant la conclusion du Partenariat transpacifique, malgré le retrait des États-Unis.

Contenu

Trois États dominants, trois stratégies différentes	2
La deuxième vie du Partenariat transpacifique	5
Études économiques et articles connexes ce mois-ci	13

Trois États dominants, trois stratégies différentes

Le dernier forum de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) tenu au Vietnam constitue un pas important vers la cristallisation de la nouvelle direction imprimée au commerce mondial par le Président Trump. Les trois plus grandes économies du monde, les États-Unis, la Chine et le Japon ont exposé leur conception dans la redéfinition du rôle de chacun dans l'ordre commercial des années à venir.

Les États-Unis

Le Président Trump a profité de son passage pour exprimer une fois de plus que son credo « America First » qui implique selon lui que les États-Unis se limitent à conclure des accords commerciaux bilatéraux et délaissent ainsi les scènes plurilatérales et multilatérales. La vision qu'il propose pour la région, qu'il qualifie de « rêve indopacifique » repose ainsi sur une multiplication des accords bilatéraux conclus avec des États qui respectent les règles américaines, particulièrement sur les questions de la protection de la propriété intellectuelle, des transferts technologiques et sur les questions relatives aux subventions des entreprises d'État qui concurrencent les entreprises privées. Ce « rêve » reposerait sur un raffermissement des liens entre les États-Unis et les plus grandes démocraties de la région soit le Japon, l'Inde, et l'Australie.

Le « rêve indopacifique » de M. Trump vise à remplacer la politique de M. Obama du « pivot vers l'Asie » qui reposait notamment sur l'établissement de règles communes sur ces mêmes ques-

« Nous ne laisserons plus les autres États profiter des largesses des États-Unis... je vais toujours placer les intérêts américains en premier... Je vais conclure des accords bilatéraux avec tous les États de la région indopacifique qui souhaitent être nos partenaires et qui respecteront les principes d'échanges commerciaux réciproques et justes. »

- Donald Trump, 10 novembre 2017

tions en utilisant le Partenariat transpacifique pour atteindre cet objectif. L'administration Obama avait fait du maintien de l'influence américaine dans cette région face à la montée de la Chine l'une de ses priorités. Le TPP y jouait un rôle central comme véhicule d'établissement de règles communes correspondant aux orientations souhaitées par

les États-Unis. Rappelons-nous que le TPP était proposé comme un premier pas et que d'autres États de la région étaient appelés à rejoindre l'accord dans les prochaines années. Le leadership américain y était incontestable.

La stratégie bilatérale de M. Trump n'est pas encore très étayée. Au-delà des déclarations sur les injustices subies par les États-Unis lors de la conclusion des accords commerciaux au cours des dernières décennies, on sait encore peu de choses sur ce que contiendrait réellement un accord commercial signé par M. Trump. La manière dont se déroulent les négociations avec le Mexique et le Canada depuis l'été dernier ne laisse pas présager beaucoup d'engouement pour de nouvelles négociations chez les partenaires commerciaux des États-Unis.

Cette stratégie bilatérale risque de faire long feu si les États-Unis s'avèrent incapables de signer une nouvelle entente avec leurs voisins immédiats et principaux alliés. Les autres États, témoins de cette négociation de fantaisie où le Mexique et le Canada semblent jouer davantage le rôle d'otages que de partenaires, pourraient estimer raisonnable de passer leur tour et d'attendre que le vent tourne sur les montagnes Rocheuses.

Également, les avantages économiques tirés des accords commerciaux sont aujourd'hui davantage liés à l'établissement de chaînes de valeur chez les partenaires où les entreprises établissent des stratégies de production en fonction des avantages procurés par les économies nationales. Il va sans dire que ces chaînes de valeur sont plus avantageuses pour les entreprises lorsque davantage de choix s'offrent à elles. Il s'agit d'un des grands bénéfices d'un accord régional comparativement à une multiplication d'accords bilatéraux.

Rien n'exprime mieux la distance qui s'est créée entre les États-Unis et les autres pays de l'APEC que le fait qu'au même moment où M. Trump expliquait qu'il ne participerait plus à des négociations régionales, onze autres membres étaient proches de parvenir à un accord régional issu des négociations du TPP. Malgré qu'ils soient le pays le plus puissant, les États-Unis n'y jouent visiblement plus le rôle de leader.

La Chine

Le contraste était saisissant. Après le discours du Président américain qui justifiait son choix du bilatéralisme, se présentait le Président chinois développant comme argument la nécessité du multilatéralisme dans la construction d'une communauté mondiale. Celui-ci occupe peu à peu le territoire rhétorique des présidents américains depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale favorisant le libre-échange et le multilatéralisme.

Après quelques décennies de croissance économique impressionnante, l'influence de la Chine sur la région pacifique ne cesse de prendre de l'importance. Récemment, le pays s'est doté de nouveaux outils économiques tels que la Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) et

« The evolving global economic environment demands more from the system of global economic governance. We should uphold multilateralism, pursue shared growth through consultation and collaboration, forge closer partnerships, and build a community with a shared future for mankind. This, I believe, is what we should do in conducting global economic governance in a new era. »

- Xi Jinping, 10 novembre 2017

l'initiative Belt and Road aussi appelée *la nouvelle route de la soie*. Il s'agit là d'une réorientation de la politique d'investissement chinoise visant l'utilisation des importants surplus de capitaux du pays pour financer des projets d'infrastructures dans près de 70 pays. La Chine souhaite investir dans les infrastructures de transports, particulièrement en Eurasie, favorisant l'amélioration des routes commerciales de la Chine vers l'Europe et l'Afrique.



À travers son développement très rapide, la Chine a acquis une expertise unique en construction d'infrastructures qui se trouve jointe à une importante capacité de financement rendant possible la construction de nombreux projets très importants qui peuvent transformer la région. D'un point de vue géopolitique, il s'agit pour la Chine de placer sur l'échiquier mondial de nouvelles institutions qui peuvent rivaliser avec celles créées par les pays occidentaux depuis Bretton Woods, qui se trouvent toujours sous le contrôle de ces derniers, particulièrement sous celui des États-Unis.

La Chine est devenue le principal marché de la plupart de ses voisins. Jugeant l'expansion de son pouvoir militaire sur la région trop coûteuse, elle développe des projets économiques qui assurent la projection de ses nouvelles capacités au-delà de ses frontières.

Le Japon

Après le retrait des États-Unis du TPP en janvier 2017, le Japon s'est donné le rôle de leader des négociations commerciales dans la région. Le Japon est devenu le principal architecte du maintien en vie de l'accord avec l'objectif d'utiliser l'accord dans l'établissement des règles qui régiront le commerce en Asie face à la Chine qui assoit son pouvoir économique sur un nombre croissant de pays. La mise en œuvre du TPP vise également à influencer les négociations du Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP), initiative chinoise.

L'adoption du TPP constitue également pour le Japon un moyen de faire baisser la pression d'une négociation bilatérale avec les États-Unis qui semble être la prochaine étape à l'agenda du Président Trump et qui serait vraisemblablement plus difficile pour le Japon que celle du TPP. Le gouvernement Abe pourra ensuite défendre la position voulant que les dispositions du TPP représentent le maximum des concessions possibles à offrir aux États-Unis.

La mise en œuvre du TPP est donc au centre de la stratégie commerciale nipponne. Pour le Japon, comme pour l'Inde, une région indopacifique dominée par la Chine est une perspective inquiétante. Ils sont joints par des pays comme le Vietnam et l'Indonésie qui résistent eux aussi à se placer dans l'orbite chinoise. Si le TPP prend finalement vie, d'autres États de la région tels que la Corée du Sud et l'Indonésie seront tentés d'y prendre part. Le TPP sous le leadership du Japon a le potentiel de former un nouveau bloc commercial important en Asie, remplissant une partie du vide laissé par les États-Unis et luttant contre l'influence grandissante de la Chine.

La deuxième vie du Partenariat transpacifique

Justine Lachance

Le 11 novembre dernier, en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), les ministres des onze pays de l'Asie-Pacifique (Australie, Brunéi, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) ont concrétisé leur désir d'aller de l'avant avec un Partenariat transpacifique (PTP) sans la présence du plus gros joueur, les États-Unis, en s'entendant sur un accord de principe. Renommé « Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) », ce projet d'accord plurilatéral marque l'intention d'entériner ce qui avait été négocié dans le

« The substance is something all the TPP countries can agree on. This will send a very strong message to the U.S. and the other countries in the region. »

- Toshimitsu Motegi, ministre de l'Économie japonais

texte original du PTP, à l'exception quelques dispositions qui ont été suspendues et de quatre éléments qui restent toujours à discuter avant la signature officielle (voir Annexe).

Sommairement, outre la possibilité de bénéficier d'un accès privilégié au marché américain, les objectifs à atteindre avec le PTP restent les mêmes avec le PTPGP. Dès le début, le PTP avait comme objectif de

stimuler et de promouvoir le libre-échange dans la région Asie-Pacifique. Il a également l'ambition d'élever les standards dans les domaines régis par l'accord et ainsi d'aller de l'avant en ce qui a trait à l'harmonisation des normes et de la réglementation entre l'Asie et les Amériques. Plus encore, le PTPGP permettra de renforcer la dynamique commerciale entre les partenaires via l'intégration économique en chaînes de valeur, ce qui sera profitable aux nombreuses petites-moyennes entreprises (PME) de la région. La croissance économique de l'Asie-Pacifique serait également soutenue par le développement d'un climat favorable aux investissements. Alors qu'un consensus semble s'être dessiné, il n'en reste pas moins que le retrait du géant américain transforme la dynamique des gains et des concessions des participants, ce qui ne semble cependant pas empêcher la conclusion d'un accord sur ces nouvelles bases.

Depuis le retrait annoncé par la Maison-Blanche, le premier ministre japonais Shinzō Abe assume le rôle de leader dans la renégociation. Sa position est claire : Abe n'a pas l'intention de rouvrir l'entente et d'amorcer une renégociation de tarifs, il voudra limiter les discussions aux modifications des procédures nécessaires pour que l'accord puisse entrer en vigueur sans la présence des États-Unis¹. Le Japon voit avec le PTPGP une opportunité de retrouver sa position stratégique en Asie qui tend à s'étioler face à la montée en puissance des économies chinoise et sud-coréenne. Selon le professeur Éric Boulanger, spécialiste de l'Asie, le soutien au PTPGP va de pair avec la diplomatie économique défendue par le Japon selon laquelle la puissance chinoise doit être endiguée. Ainsi, la résurrection du PTP procéderait de la volonté du Japon de s'imposer en tant que troisième pôle au sein d'un nouvel ordre économique et le légitimerait comme meneur de la région Asie-Pacifique en l'absence des États-Unis et de la Chine de cet accord commercial d'envergure.

Le PTPGP permettrait également au Japon d'obtenir un accès privilégié aux marchés canadien, malaisien et néo-zélandais, ce qui est particulièrement important considérant le vieillissement de la population japonaise qui provoque un rétrécissement du marché intérieur. Les négociations du PTP ont encouragé le Japon à entreprendre une libéralisation majeure dans le secteur de l'agriculture, ce qui témoigne d'une volonté de la part de l'administration Abe de poursuivre sur la voie de la réforme et de la modernisation de leur économie. Le gouvernement japonais a, notamment, autorisé une augmentation des quotas pour les importations de riz de 78 000 à 850 000 tonnes par année (avantage pour l'Australie) et a concédé une réduction des tarifs sur le bœuf de 38,5 % à 9 % sur les quinze prochaines années, ainsi que sur le porc (avantage pour le Canada et le Mexique).

Malgré son enthousiasme à soutenir un PTP à 11, le Japon perd une précieuse opportunité de développer une relation commerciale avec les États-Unis et ses effets se répercuteraient sur ses principaux indicateurs macro-économiques. En effet, les résultats de recherches des économistes canadiens Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao parus dans leur étude « *The Art of the Trade Deal: Quantifying the Benefits of A TPP Without the United States* » montrent que la valeur en pourcentage du PIB réel japonais diminuerait de 0,135 % (PTP-12) à 0,039 % (PTP-11), et que le pourcentage total de ses exportations vers les pays PTP chuterait de 4,15 % à 3,32 %. Ces données confirment la principale motivation du Japon qui serait davantage stratégique et qui vise à maintenir sa position prédominante en Asie en faisant la promotion des règles libérales. Cela dit, le premier ministre japonais a maintes fois réaffirmé qu'il laissait la porte grande ouverte pour le retour éventuel des États-Unis.

De son côté, la Malaisie s'estime perdante du retrait des États-Unis du PTP. L'un de ses objectifs en prenant part aux négociations était de tisser des liens commerciaux préférentiels avec la première puissance économique mondiale. À cet effet, le gouvernement malaisien a manifesté sa volonté de rouvrir la négociation de certains tarifs puisqu'il avait concédé une grande ouverture de marché en échange d'une opportunité d'accéder au marché américain. D'ailleurs, le ministre malaisien ralenti la signature officielle du PTPGP en raison d'une réserve toujours existante par rapport à l'Annexe IV qui concerne les entreprises publiques. Il est à noter que sans la présence des États-Unis, les retombées économiques du PTPGP pour la Malaisie seraient réduites d'un

¹ La version originale du PTP prévoyait que six pays signataires dont leur PIB commun équivaut à 85 % du PIB total mettent en œuvre des procédures nationales pour que le PTP devienne effectif. Considérant qu'à eux seuls les États-Unis comptaient pour 60 % du PIB total, cette disposition devient caduque en leur absence.

tiers. Quoi qu'il en soit, le premier ministre Datuk Seri Najib Tun Razak s'est officiellement engagé à redorer l'image de son pays auprès des Américains et souhaite concrétiser un accord de libre-échange bilatéral.

Dans le même ordre d'idées, le Viêt Nam rejoint la Malaisie du fait qu'il a également consenti à d'importantes réductions sur les tarifs douaniers, particulièrement dans le secteur du textile, en échange d'un accès au marché américain. La perte de l'opportunité de commercer de façon privilégiée avec les États-Unis dans le cadre du PTP se traduit au Viêt Nam par des pertes significatives : Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao soutiennent que la valeur réelle du PIB chuterait de 1,896 % (PTP-12) à 0,480 % (PTP-11), et que le pourcentage des exportations diminuerait de 11,99 % à 6,83 % avec la perte du joueur américain par rapport à l'accord initial. Cela dit, le Viêt Nam voit toujours le PTPGP comme une opportunité de réduire sa dépendance économique envers la Chine. À l'heure actuelle, le Viêt Nam reste insatisfait de certaines procédures liées à la règle d'origine qui les empêcheraient de bénéficier des réductions tarifaires puisque leurs chaînes d'approvisionnements, surtout pour le textile, restent tributaires de la Chine qui offre des intrants à prix concurrentiels. Le Viêt Nam continue à faire pression sur l'article 28.20 qui concerne les sanctions commerciales prévues par le mécanisme de règlement des différends.

En fin de compte, même si ces trois pays pâtissent du retrait des États-Unis, il semblerait que la promotion du libre-échange et la possibilité de contrebalancer l'influence chinoise soient des incitatifs suffisants pour poursuivre avec le PTPGP.

De tous les pays intéressés à ce que le PTPGP voit le jour, il semblerait que le Mexique soit le plus avantagé par l'absence du géant américain. En plus de pouvoir renforcer la relation économique avec le Canada en consolidant les chaînes de valeur déjà existantes, le Mexique bénéficierait d'un meilleur accès aux marchés agricoles restreints du Japon, du Canada et de la Malaisie. Les économistes canadiens précédemment cités ont démontré que le PTP à 11 aurait un impact positif sur la prospérité du pays de 2,7 milliards USD alors qu'avec la présence américaine, le Mexique aurait dû assumer un impact négatif de 942 millions USD. Ils affirment également que le Mexique bénéficierait également du taux de croissance le plus favorable de son PIB, soit de 0,008 % à 0,157 % sans la présence américaine et d'une augmentation significative du pourcentage total de ses exportations vers les pays du PTP de 0,05 % (PTP-12) à 3,12 % (PTP-11). Ces retombées positives pour l'économie mexicaine s'expliquent d'ailleurs par la conservation de l'accès préférentiel au marché américain avec l'ALENA et de la possibilité de profiter d'une influence sur le marché ouest-pacifique sans la présence des États-Unis.

Ce changement dans la dynamique commerciale au Mexique pose un risque de détournement de commerce (0,35 % à 19,19 %). Par ailleurs, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) souligne que les pays de l'Amérique latine partis au PTP font face à une possible augmentation des prix des médicaments en raison de la difficulté supplémentaire pour les médicaments génériques d'entrer sur le marché. La concurrence du Viêt Nam dans l'industrie textile est aussi mentionnée comme étant un point sensible.

« We will only sign onto a deal that reflects Canada's interests and meets our objectives to create and sustain well-paying middle class jobs in today's competitive global economy »

- *François-Philippe Champagne, ministre du Commerce international canadien, 11 novembre 2017*

Pour sa part, le gouvernement canadien a clairement manifesté sa volonté de prendre son temps pour la négociation en mettant l'accent sur la nécessité d'obtenir des bénéfices pour tous. D'ailleurs, il semblerait que la question de l'exception culturelle soit encore un point litigieux pour le Canada, puisqu'il s'agit de l'un des quatre éléments qui fait toujours l'objet de négociation entre les parties. Le Canada a comme objectif de profiter du prolongement de la négociation du projet d'accord pour obtenir des gains supplémentaires dans les domaines de l'environnement, de la culture, de la propriété intellectuelle et de l'agriculture. Le gouvernement canadien a affirmé vouloir respecter les préoccupations de la population et ainsi de revoir certaines dispositions relatives au mécanisme de règlement des différends entre investisseurs-États afin d'accorder moins de pouvoir aux entreprises dans leur possibilité de poursuites.

Le PTPGP est un accord important pour le Canada qui cadre avec ses efforts de diversification des partenaires commerciaux et de renforcer leur présence dans la région en pleine croissance qu'est l'Asie-Pacifique. Le PTPGP permettrait d'accéder au marché japonais sans la présence américaine, ce qui est une avancée stratégique pour affirmer l'ouverture économique du Canada en Asie. De plus, un accord de libre-échange avec sept nouveaux partenaires rime avec la création de nombreux débouchés pour les exportateurs canadiens. Sans les États-Unis, Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao concluent dans leur recherche que le Canada serait le pays qui verrait l'augmentation la plus importante de ses exportations, soit de 0,36 % (PTP-12) à 4,70 % (PTP-11), pour une valeur de 2,2 milliards USD. Il est à noter que la hausse des exportations à destination du Japon est estimée à 1,1 milliard USD. L'Australie serait un nouveau client pour la machinerie et des équipements de transport et le Viêt Nam pour certains produits alimentaires et les pièces d'automobiles. Le PTPGP serait également une opportunité pour les producteurs de porcs canadiens qui exporteraient dorénavant du côté asiatique vers le Japon, dont le marché agricole est traditionnellement restreint, le Viêt Nam, la Malaisie et Singapour.

Certains points demeurent malgré tout litigieux pour le Canada. Avec le PTP, celui-ci a ouvert 3,25 % de son marché de l'industrie laitière à ses nouveaux partenaires commerciaux, ce qui est perçu par la population locale comme une menace au système de la gestion de l'offre. De fait, le Canada s'ouvre à la concurrence étrangère, particulièrement à celle de la Nouvelle-Zélande qui est un producteur majeur dans l'industrie laitière. Avec le PTPGP, on craint également un détournement de commerce en raison d'une hausse des importations prévue de 3,6 milliards USD en provenance des autres États parties à l'entente, particulièrement pour les pièces automobiles en provenance du Japon et des produits textiles en provenance du Viêt Nam. De plus, les dispositions relatives à la propriété intellectuelle représentent un sujet sensible pour le Canada, surtout en ce qui concerne les brevets, puisqu'elles peuvent causer des pertes d'emplois et empêcher l'entrée sur le marché de médicaments moins coûteux. Finalement, avec le PTPGP, le Canada ne pourra pas bénéficier des concessions supplémentaires accordées par les États-Unis (par rapport à l'ALENA) dans le secteur des services et du sucre. Malgré tout, toujours selon l'étude réalisée par les quatre économistes canadiens, le PTPGP provoquerait une augmentation du PIB de 0,068 % (PTP-12) à 0,082 % (PTP-11) et une possibilité de réaliser des économies tarifaires de 428 millions de dollars par année.

Pour l'Australie, le PTPGP est l'occasion de construire de nouvelles relations commerciales avec le Canada, le Mexique et le Pérou, trois pays avec lesquels elle ne possède aucun accord de libre-échange pour le moment. Dès le départ, le gouvernement australien a démontré son intérêt pour le PTP, entre autres pour les retombées positives qu'un tel accord aurait sur la croissance

des emplois. Concrètement, sans la présence américaine, l'étude de Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao confirme que l'Australie verrait une légère augmentation du pourcentage total de ses exportations de -0,14 % (PTP-12) à 0,12 % (PTP-11) vers les pays du PTP. Cela peut s'expliquer notamment par un meilleur accès aux marchés canadien, mexicain et péruvien. Plus précisément, une augmentation des exportations est prévue dans les secteurs agricole et des ressources et produits énergétiques. De plus, l'Australie est intéressée à être partie à l'accord pour les effets bénéfiques sur le climat d'investissement autant au niveau national que pour les investissements étrangers.

Le Sultanat de Brunei Darussalam retirerait de nombreux avantages du PTPGP. Même sans les États-Unis, le Brunei pourrait accéder à un plus vaste marché et améliorer son profil économique, notamment en accentuant la transparence de la gestion des secteurs clés de son économie qui sont des monopoles d'État. Ce projet d'accord est une occasion de diversifier son économie qui dépend principalement du pétrole — 96 % des exportations — vers des secteurs tels que la biotechnologie et l'agroalimentaire. Le gouvernement souhaite également promouvoir l'innovation et la créativité. Toutefois, le Brunei était l'un de ces pays qui comptaient particulièrement sur le PTP pour construire une relation commerciale avec les États-Unis. Suite au sommet de l'APEC, le Brunei souhaite négocier davantage sur les mesures non conformes comprises sous les rubriques services et investissement. Néanmoins, le gouvernement n'est pas prêt à laisser tomber le projet d'accord.

La position du Chili dans le PTPGP est particulière puisque le pays possède déjà des accords de libre-échange avec tous les autres pays. Il souhaite toutefois bénéficier des avantages relatifs à la règle d'origine qui faciliteraient le développement et l'intégration économique en chaînes de valeur dans la région Asie-Pacifique. Le PTPGP serait également une opportunité d'améliorer l'accès aux marchés agricoles fortement protégés du Japon, du Canada et de la Malaisie. Le Chili verrait son PIB réel passer d'une très légère baisse de 0,007 % à un gain tout aussi modeste de 0,006 % sans les États-Unis. L'absence du géant américain est certes une déception pour le gouvernement chilien, mais il conserve néanmoins leur accès préférentiel à leur marché en raison de leur accord de libre-échange bilatéral. En outre, la CEPALC cible également le Chili dans ses mises en garde concernant l'augmentation des prix des médicaments et la présence du Viêt Nam comme concurrent dans l'industrie du textile.

Du côté de la Nouvelle-Zélande, c'est le premier ministre sortant Bill English qui a soutenu l'initiative japonaise d'entreprendre les négociations nécessaires entre les partis afin de raviver le projet d'accord commercial. L'ancien premier ministre était un fervent défenseur de l'accord dans sa forme originale et il estimait que seules les dispositions relatives à l'entrée en vigueur devaient être revues. Toutefois, l'arrivée au pouvoir le 26 octobre dernier de Jacinda Ardern du Parti travailliste semble remettre en question l'adhésion sans équivoque de la Nouvelle-Zélande. Dès son entrée en fonction, la première ministre Ardern a fait part de ses réserves sur le mécanisme de règlement des différends investisseurs-États et a amendé sur la Loi sur l'investissement outre-mer pour spécifier que l'achat de maisons par des étrangers ne sera pas permis aux nouveaux partenaires du PTPGP, à l'exception de l'Australie.

Néanmoins, un accord de commerce de l'envergure du PTPGP permettrait à la Nouvelle-Zélande de développer des relations commerciales avec le Canada, le Mexique, le Japon et le Pérou avec lesquels elle n'a pas d'accord de libre-échange. La multiplication de nouveaux partenaires commerciaux s'accompagnerait nécessairement d'une augmentation du volume total du commerce

en raison de l'instauration de tarifs préférentiels. D'un côté, les producteurs laitiers pourraient jouir d'un accès privilégié aux marchés canadiens, japonais et mexicains très compétitifs puisque les trois ont consenti à une augmentation de quotas. De l'autre, la réduction de tarifs concédée par le Japon sur les exportations étrangères de bœuf (38,5 % à 9 %) stimulera incontestablement la production bovine néo-zélandaise. De manière générale, la baisse des tarifs accordée par les pays dans les dispositions actuelles pourrait entraîner une hausse de la compétitivité pour les industries néo-zélandaises, particulièrement pour celles du textile, de la machinerie, du bois et des produits dérivés de bois, de l'aluminium, de l'acier et du fer. Ces réductions de tarifs permettraient à la Nouvelle-Zélande de réaliser des économies de 272 millions USD chaque année. En outre, les exportations dans le domaine des services seront également en hausse.

Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau président Pedro Kuczynski, le Pérou s'est engagé dans la libéralisation et l'expansion de son économie. Kuczynski souhaite rompre avec les pratiques commerciales protectionnistes de son prédécesseur ce qui explique son engouement à prendre part à divers accords multilatéraux. Avec l'APGPTP, le gouvernement péruvien souhaite particulièrement obtenir un accès aux marchés australien et néo-zélandais et faciliter la pénétration de leurs exportations sur les marchés agricoles japonais, canadien et malaisien. Sans la présence des États-Unis, le Pérou voit la valeur de son PIB réel et de ses exportations basculer du négatif au positif. En effet, les résultats de recherche de Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao prévoient que le pourcentage du PIB réel passerait d'une très légère perte de -0,018 % à un gain de 0,020 %, même chose pour les exportations antérieurement évaluées à -0,38 % qui progresserait légèrement pour atteindre 0,34 %. Certes, ce pays d'Amérique du Sud tirait avantage d'un PTP-11, en plus de pouvoir conserver son accès préférentiel au marché américain via leur accord de libre-échange bilatéral.

Outre les retombées positives pour l'économie péruvienne, le gouvernement de Pedro Kuczynski émet toutefois quelques restrictions à l'entrée en vigueur de l'accord dans sa forme originale. Dans le cadre de la renégociation, le président a affirmé sa volonté de revoir les dispositions relatives à l'application des droits d'auteurs et a manifesté son intention d'exiger une modification du mécanisme de règlement des différends investisseurs-États dans le but de protéger davantage l'État péruvien contre d'éventuelles requêtes de puissantes entreprises. Cela dit, il est à noter que le Pérou est également visé par la CEPALC concernant la hausse du prix des médicaments et la nouvelle concurrence vietnamienne.

Le gouvernement de Singapour a appuyé l'entrée en vigueur d'un PTP dans sa forme originale. La situation de Singapour est particulièrement puisqu'elle est l'hôte de la Chambre de commerce américaine la plus importante en Asie du Sud-Est, AmCham Singapore. Ainsi, militer pour un PTP tel que négocié avec les Américains va de pair avec la possibilité de conserver l'accès préférentiel pour les exportations américaines sur les marchés asiatiques. Steven Okun, président d'AmCham Singapore, soutient que le PTP offrirait le meilleur cadre commercial et surtout le plus stratégique pour veiller aux intérêts des entreprises américaines malgré leur absence formelle de l'accord. Qui plus est, Singapour voit également dans le projet d'accord l'opportunité de bénéficier d'un accès aux marchés canadien et mexicain.

Bref, le PTPGP qui renaît des cendres du PTP abandonné par les États-Unis semble véritablement s'inscrire en opposition au virage protectionnisme impulsé du côté américain. Alors que onze pays de l'Asie et des Amériques ont choisi d'inscrire le multilatéralisme à leur agenda, reste à voir si la stratégie d'accords bilatéraux prévue par le gouvernement de Trump parviendra à faire

le poids contre un bloc économique transcontinental qui se consolide et qui est voué à prendre de l'expansion.

Références

Aidzil, Hazlyn. « AmCham Singapore Voices Support for TPP-11; Even without U.S. Government, Most Strategic Trade Framework for U.S. Businesses ». *PR Newswire* (Singapour), 25 août 2017.

Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade. *TPP outcomes at a glance*. Barton: Department of Foreign Affairs and Trade, 8 décembre 2016.

Boulangier, Éric (2017). Entrevue par Justine Lachance, le 17 novembre.

Brunéi Darussalam, Ministry of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership*. En ligne : <http://www.mofat.gov.bn/Pages/Trans-Pacific-Strategic-Economic-Partnership.aspx>

Canada, Affaires mondiales Canada, Bureau de l'économiste en chef. *Répercussions économiques de la participation du Canada à l'Accord du Partenariat transpacifique*. Ottawa : Affaires mondiales Canada.

Chandran, Nyshka et Akiko Fujita. « Japanese PM Abe says it is his 'strong wish' that the US returns to the TPP ». *Asia One* (Singapour), 16 mai 2017.

Dade, Carlo, Dan Ciuriak, Ali Dadkhah et Jingliang Xiao. « The Art of the Trade Deal: Quantifying the Benefits of A TPP Without the United States ». *Canada West Foundation Trade and Investment Centre*, 13 juin 2017. En ligne: <https://ssrn.com/abstract=2985355>

Economic Commission for Latin America and the Caribbean. *Trans-Pacific Partnership (TPP) Presents Opportunities and Risks for the Region's Countries*. Santiago de Chile: Organisation des Nations unies, 3 décembre 2015.

Frohmann, Alicia et Manfred Wilhelmy. « Chile: A Bridge to Asia? ». Chap. In *Latin America and the Asian Giants: Evolving Ties with China and India*, p. 227-250. Brookings Institution Press, 2016, p. 236.

Garcia, Jordy. « Peru Hosts APEC Summit – Analysis ». *Eurasia Review*, 18 décembre 2016.

George Mulgan, Aurelia. *Japan's Rush to Conclude TPP-11*. *The Diplomat*, 14 novembre 2017. En ligne : <https://thediplomat.com/2017/11/japans-rush-to-conclude-tpp-11/>

Hall Findlay, Martha. « A TPP without the United States would be a better deal for Canada », *The Globe and Mail* (Toronto), 22 septembre 2017, B.4.

Hamada, Koichi. «The Rebirth of the TPP ». *The Project Syndicate* (Tokyo), 29 juin 2017.

Hamzah, Siti Radziah. « Malaysia to consider FTA with US if TPPA does not materialise, says Najib ». *Bernama Daily Malaysian News* (Kuala Lumpur), 30 octobre 2017.

Hirschfeld Davis, Julie et Mark Landler. *Trump Pitches 'America First' Trade Policy at Asia-Pacific Gathering*. New York Times, 10 novembre 2017. En ligne : https://www.nytimes.com/2017/11/10/world/asia/trump-apec-asia-trade.html?_r=0

Jaishankar, Dhruva. *What's changed in the Trump administration's approach to Asia ?* Brookings, 6 novembre 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/11/06/whats-changed-in-the-trump-administrations-approach-to-asia/>

Meltzer, Joshua P. *China's One Belt One Road initiative: A view from the United States*. Brookings, 19 juin 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/research/chinas-one-belt-one-road-initiative-a-view-from-the-united-states/>

Meltzer, Joshua P. *The Fallout from Trump's Asia Tour on trade*. Brookings, 15 novembre 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/11/15/the-fallout-from-trumps-asia-tour-on-trade/>

Minxin Pei. *The TPP's second act*. The Japan Times, 26 mai 2017. En ligne : <https://www.japan-times.co.jp/opinion/2017/05/26/commentary/japan-commentary/tpps-second-act/>

New Zealand, Ministry of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Partnership: National Interest Analysis*. Wellington: Ministry of Foreign Affairs and Trade, 25 janvier 2016.

Petri, Peter A., Michael G. Plummer, Shujiro Urata et Fan Zhai. « Going It Alone in the Asia-Pacific: Regional Trade Agreements Without the United States ». *Peterson Institute for International Economics: Working paper 17-10*, octobre 2017. En ligne : https://piie.com/publications/working-papers/going-it-alone-asia-pacific-regional-trade-agreements-without-united?utm_source=update-newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=2017-10-19

Solis, Mireya. *The new geopolitics of trade in Asia*. Brookings, 15 novembre 2017. En ligne : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/11/15/the-new-geopolitics-of-trade-in-asia/>

Trump, Donald. *Remarks by President Trump at APEC CEO Summit, Da Nang, Vietnam*. 10 novembre 2017. En ligne : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/11/10/remarks-president-trump-apec-ceo-summit-da-nang-vietnam>

Vu, Truong-Minh et Nguyen Nhat-Anh. « The Potential of the TPP for Vietnam ». *The Diplomat* (Tokyo), 4 septembre 2014.

Vu, Truong-Minh. « Vietnam, President Trump and the TPP ». *Yusof Ishak Institute*, 3 février 2017. En ligne : <https://www.iseas.edu.sg/medias/commentaries/item/4851-vietnam-president-trump-and-the-tpp-a-commentary-by-truongminh-vu>

Xi, Jinping. *Seizing the Opportunity of a Global Economy in Transition And Accelerating Development of the Asia-Pacific*, 10 novembre 2017. En ligne : http://www.chinadaily.com.cn/world/2017-11/11/content_34393531.htm

Études économiques et articles connexes ce mois-ci.

International Center for Trade and Sustainable Development (ICTSD). *Australia PM: EU, TPP-11 Accords Can Help Support Rules-Based Economic System*. 9 novembre 2017. En ligne: <https://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/overview>

International Center for Trade and Sustainable Development (ICTSD). *NAFTA Negotiators Close Fifth Round, Prepare to Set Stage for 2018 Talks*. 23 novembre 2017. En ligne: <https://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/nafta-negotiators-close-fifth-round-prepare-to-set-stage-for-2018-talks>

International Center for Trade and Sustainable Development (ICTSD). *TPP-11 Trade Talks Approach Finish Line Under a New Name*. 16 novembre 2017. En ligne: <https://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/tpp-11-trade-talks-approach-finish-line-under-a-new-name>

International Center for Trade and Sustainable Development (ICTSD). *Bridges Negotiation Briefing: A Guide to the WTO's Eleventh Ministerial Conference*. 30 novembre 2017. En ligne: <https://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/issue-archive/bridges-negotiation-briefing-a-guide-to-the-wto's-eleventh>

Joshua Kurlantzick. *The Alternative Paths of Multilateral Trade Deals in Asia*. Council on Foreign Relations, 21 novembre 2017. En ligne: <https://www.cfr.org/blog/alternative-paths-multilateral-trade-deals-asia>

Miller, J. Berkshire. *Progress Toward a Retrofitted TPP Sent a Strong Signal Against Protectionism*. World Politic Review, 30 novembre 2017. En ligne: <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/23702/progress-toward-a-retrofitted-tpp-sent-a-strong-signal-against-protectionism>

Spence, A. Michael. *The Global Economy in 2018*. Council on Foreign Relations, 28 novembre 2017. En ligne: <https://www.cfr.org/article/global-economy-2018>

World Politic Review. *With the TPP in Limbo, Australia and Peru Cement Their Own Free Trade Deal*. 30 novembre 2017. En ligne: <https://www.worldpoliticsreview.com/trend-lines/23715/with-the-tpp-in-limbo-australia-and-peru-cement-their-own-free-trade-deal>

Wu, Mark. *Digital Trade-Related Provisions in Regional Trade Agreements: Existing Models and Lessons for the Multilateral Trade System*. ICTSD, 24 novembre 2017. En ligne: <https://www.ictsd.org/themes/global-economic-governance/research/digital-trade-related-provisions-in-regional-trade>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Justine Lachance,
Guy-Philippe Wells, chercheurs associés au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM